

Education/Grève des enseignants/Promotions 2015-2016

Le directeur d'Académie provinciale rompt le silence

SYM

Port-Gentil/Gabon

Tout en reconnaissant le caractère légitime de cette grève qui persiste et gêne le bon déroulement des cours, Henri-Georges Boundzanga Boundzanga se félicite des avancées en cours et, pour cela, exhorte les décideurs à accélérer le processus.

LES enseignants des promotions 2015-2016 poursuivent leur mouvement de grève devant les bureaux de la direction d'Académie provinciale de l'Ogooué-Maritime, pour faire entendre leur voix. Les intéressés disent être sans salaires depuis plusieurs années. Une situation que le directeur d'Académie provinciale, Henri-Georges Boundzanga Boundzanga

prend très au sérieux, étant entendu que ce mouvement a des ramifications au plan plus large, au-delà de Port-Gentil.

« C'est un mouvement national, auquel se sont joints les enseignants de Port-Gentil, pour faire entendre leur voix. Nous gérons cette crise normalement. Nous avons donc demandé aux équipes administratives et aux chefs d'établissements de prendre un certain nombre de mesures palliatives. Certains enseignants, qui ne sont pas concernés par cette grève, ont pris des classes supplémentaires pour minimiser l'impact de la crise sur le fonctionnement normal des activités pédagogiques. Nous avons pris acte de la grève depuis son déclenchement. Je n'ai pas hésité à recevoir les enseignants grévistes, tout en comprenant le bien-fondé de leur mouvement. Dans nos échanges, il y a



Photo : Koumou

Le directeur d'Académie provinciale, Henri-Georges Boundzanga Boundzanga.

une volonté pour eux de reprendre la craie, mais ils exigent des garanties de la tutelle. Il faut avouer que

celle-ci a pris la problématique à bras-le-corps. Il y a des avancées significatives. C'est notre souhait pour évi-

ter des perturbations lors des examens», a déclaré le DAP de l'Ogooué-Maritime. Lequel a ensuite effectué une tournée dans certains établissements secondaires de la place pour faire ce constat : le CES du Parc est fortement impacté par ce mouvement d'humeur. La moitié de ses enseignants est en grève. Au lycée Joseph Ambouroué Avaro, la situation n'est pas aussi alarmante. Tant bien que mal, la direction d'Académie provinciale essaie de maîtriser la situation. Aidée en cela par quelques administratifs – dans certains établissements – qui ont mis la main à la pâte. Le cas du proviseur du lycée Joseph Ambouroué, qui a pris quelques classes pour dispenser des cours de philosophie.

« J'ai foi en nos autorités. Je sais que des solutions idoines sont en voie d'être trouvées. Ce n'est plus

qu'une question de temps. Je demande seulement aux enseignants de voir aussi l'intérêt de nos enfants et de notre métier. Mon souhait le plus ardent est qu'un dénouement heureux vienne mettre un terme à ce dossier sensible car, les examens approchent», a dit en substance le directeur d'Académie provinciale.

Lequel, par ailleurs, s'est réjoui de l'ouverture d'un établissement islamique à Port-Gentil, pour le compte de cette année scolaire 2018-2019, trouvant en cette nouvelle comme une petite solution à l'engorgement de plus en plus criant des établissements de la place, qui croulent sous le poids des effectifs pléthoriques. Il s'est félicité également de l'extension du CES Bac-Aviation en lycée public.

Scolarisation des enfants défavorisés

L'ONG PaulSarah sensibilise les parents

FAE

Port-Gentil/Gabon

Ayant pris, en début d'année, totalement en charge la scolarisation de 35 enfants issus des familles économiquement faibles ou vulnérables – 23 dans le primaire et le reste dans le pré-primaire – l'ONG PaulSarah, dans le cadre d'une évaluation à mi-parcours, a mis les parents d'enfants admis au primaire face à leurs responsabilités.

AU cours d'une réunion tenue, le week-end écoulé, dans l'enceinte du service provincial de la Famille, l'ONG PaulSarah, par la voix de sa présidente, Scholastique Maganga, a interpellé les parents, au regard des résultats obtenus à mi-parcours de l'année scolaire par leurs enfants.

Face à ses interlocuteurs, elle a égrené, une à une, et matière par matière, les performances réalisées par



Photo : Sidonie Ambonguilla

La présidente de l'ONG PaulSarah, Scholastique Maganga, lors de son échange ...

les enfants pris en charge par son ONG et issus des familles démunies. Dans l'ensemble, 14 élèves ont validé le premier palier, 2 ont obtenu la mention passable, 6 ont échoué et 1 a abandonné. Pour le deuxième palier, 8 l'ont validé, 6 passables, 4 échoués et 2 abandonnés, en attendant les résultats à venir de trois autres.

Pour Mme Maganga, « il y a manifestement un relâchement dans l'encadrement des enfants même si, dans

l'ensemble, les résultats sont encourageants», a-t-elle dit. Non sans rappeler aux parents leurs engagements pris en signant la charte les liant à l'Organisation non gouvernementale (ONG) PaulSarah, concernant le suivi du travail des enfants, notamment leur assiduité, non seulement dans les établissements d'accueil, mais également dans la fréquentation des cours de soutien dispensés au sein de la bibliothèque Imya, qui a

signé un partenariat avec ladite ONG.

Or, selon la présidente de PaulSarah, l'assiduité à ces séances de soutien est justement l'un des critères (en cas d'inobservation) pour recalculer les enfants au moment de renouveler ou non la prise en charge. D'ail-

leurs, il est apparu que les meilleurs résultats ont été observés chez les enfants dont les parents sont en relation permanente avec l'établissement d'accueil et les bénévoles d'Imya.

Les parents ont loué les efforts fournis par l'ONG, échangé leurs expériences

dans l'encadrement des enfants et étalé les difficultés rencontrées. Ils ont été informés de ce que l'ONG offrira, très prochainement, une séance de cinéma à Canal Olympia aux enfants ayant obtenu les meilleurs résultats.

Le Billet

Quel gâchis !

INAUGURÉ il y a moins d'un an – le 13 mars 2018 à Port-Gentil – le Samu social local n'a pas pu résister à la bourrasque de ses problèmes intra-muros. La rumeur qui enflait depuis plusieurs mois, prédisant son éventuelle fermeture, est désormais officielle dans la capitale économique. Au grand dam de plusieurs bénéficiaires.

De sources concordantes, cela remontait déjà à plus de deux mois que cette structure publique avait cessé ses prestations dans la cité pétrolière. Au nombre d'allégations, le personnel n'était plus payé depuis le mois de juin 2018. La fermeture de ses portes résulte ainsi, principalement, de cet état de fait. D'où la volonté manifestée par les employés de tout laisser tomber. Car, ne pouvant plus, à raison, supporter « indéfiniment les promesses sans lendemains » de leur employeur. En sus, il se dit que l'antenne du Samu social de Port-Gentil battait déjà de l'aile, du fait de la « rupture » d'approvisionnement en produits médicamenteux. Les partenaires traditionnels, c'est-à-dire quelques entreprises locales qui lui venaient matériellement en aide, ayant décidé de tourner casaque.

Livrés à eux-mêmes, les employés ont donc décidé de partir. Une situation préoccupante à bien des égards. D'autant que, depuis son installation à Port-Gentil, cette structure publique était considérée, par de nombreux habitants, comme une « plus-value » en matière de santé, au regard des objectifs à elle assignés. Qui consistent, entre autres, à venir en

aide aux personnes en grande difficulté sociale, permettre aux populations en détresse de bénéficier de consultations médico-psychologiques gratuites (gage de bonne cohésion sociale), d'héberger, à titre temporaire et en situation de très grande urgence, des personnes victimes de grande exclusion sociale, de favoriser l'accès aux soins de santé des personnes démunies ou parfois sédentarisées dans les médecines alternatives, d'écouter et de répertorier, à travers le centre d'appel, les problèmes graves auxquels sont confrontées les populations les plus vulnérables, et faire la veille sanitaire et sociale de ces appels.

Cela, à travers trois stratégies mises en place : l'instauration d'un numéro vert 1488 à appeler gratuitement 24 h sur 24 et 7 jours sur 7 ; l'érection d'un centre médico-psychologique (CMP) ouvert de lundi à samedi ; et l'urgence sociale de proximité (USP) qui consiste à aller, de manière inopinée, dans les quartiers dits défavorisés pour soigner, gratuitement, les populations qui y résident en leur donnant, en sus, des médicaments après consultation et des vêtements, selon les besoins exprimés.

Voilà pourquoi cette fermeture, « définitive ou momentanée », passe pour être un vrai gâchis qui gêne aux entournures plusieurs Portgentillais. Mais aussi, ses 35 employés (9 médecins, 13 infirmiers, 7 ambulanciers, 1 secrétaire, 2 assistantes de vie, les 2 techniciennes de surface, 1 cuisinier et les 2 gardiens) qui continuent de réclamer plusieurs mois de salaires impayés.



Photo : Sidonie Ambonguilla

...avec les parents d'enfants des familles économiquement vulnérables.